



HAL
open science

Mission d'analyse historique sur le système statistique français

Jean-Pierre Azéma, Raymond Lévy-Bruhl, Béatrice Touchelay

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Azéma, Raymond Lévy-Bruhl, Béatrice Touchelay. Mission d'analyse historique sur le système statistique français. [Rapport de recherche] INSEE. 1998. hal-02426370

HAL Id: hal-02426370

<https://hal.science/hal-02426370>

Submitted on 2 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mission d'analyse historique sur le système de statistique français de 1940 à 1945

Jean-Pierre AZÉMA

Raymond LÉVY-BRUHL

Béatrice TOUCHELAY

Ne pas diffuser avant

-4 SEP. 98 | 13h00

EMBARGO

PARIS, le 22 juillet 1998

Monsieur le Directeur général,

Monsieur Milleron avait, en 1992, chargé deux d'entre nous de mener à bien "une mission d'analyse historique sur le système de statistique français de 1940 à 1945"

Cette mission avait trois finalités originelles : 1) regrouper, critiquer et analyser les diverses sources relatives à l'histoire de la statistique pendant la seconde guerre mondiale; 2) tenter de porter une appréciation équitable sur le rôle joué pendant le conflit par les organismes qui avaient précédé la naissance de l'INSEE; 3) vérifier que, dans les instruments statistiques aujourd'hui disponibles, il ne subsiste aucune trace qui puisse porter atteinte aux droits fondamentaux des personnes.

Vous avez bien voulu prolonger cette mission.

Nous avons cru nécessaire de nous adjoindre les services de Béatrice Touchelay. Ainsi étaient réunis les compétences d'un Inspecteur général honoraire de l'INSEE, qui en fut longtemps le secrétaire général, le savoir d'un historien spécialiste de la France des "années noires" et celui d'une historienne dont la thèse a porté sur les débuts de l'INSEE.

Dans sa lettre de mission, M. Milleron faisait état de "*malentendus qui pourraient subsister*" sur le rôle du système statistique français durant la seconde guerre mondiale. Et il ajoutait "*j'attends de ce travail une aide pour assumer ce passé et, si possible, contribuer à mettre en paix la conscience collective d'une*

communauté de travail". Des rumeurs couraient, effectivement, ici et là, sur l'aide multiforme qu'auraient apportée les responsables de la SGF et du SNS à l'occupant. Inversement, la mort en déportation de René Carmille pouvait servir à jeter un voile pudique sur les attitudes ambivalentes de certains administrateurs du SNS. Ajoutons que l'émoi suscité naguère par la "découverte" du fichier juif dit de la préfecture de police, tout comme le soupçon que les archives de l'INSEE pouvaient comporter des fichiers où subsistait une discrimination raciale, étaient des raisons supplémentaires pour entreprendre une étude minutieuse.

Nous avons éprouvé -et c'est la raison majeure qui explique le retard apporté à mettre la main finale à ce rapport- beaucoup de difficultés à collecter des sources suffisamment fiables, qui ne soient pas uniquement des témoignages oraux -par définition toujours contestables. C'est particulièrement vrai non de l'historique des services de statistique qui prêtent peu à controverses, mais des attitudes des responsables à l'endroit tant de l'occupant que des autorités de Vichy.

Nous sommes conscients que notre corpus demeure lacunaire ; mais il nous fallait mettre un terme à une enquête qui risquait, sinon, de devenir démesurée.

Nous avons apprécié la possibilité d'avoir accès à tous les fonds dont disposait encore l'INSEE, avant qu'ils ne soient versés au service des archives du Ministère. Ils seront sans nul doute fort utiles aux historiens.

En ce qui concerne les instruments statistiques disponibles à ce jour, nous croyons pouvoir affirmer qu'il n'existe plus aucune trace dans les fichiers de l'INSEE de données enregistrées pendant l'Occupation et portant atteinte aux droits fondamentaux des personnes.

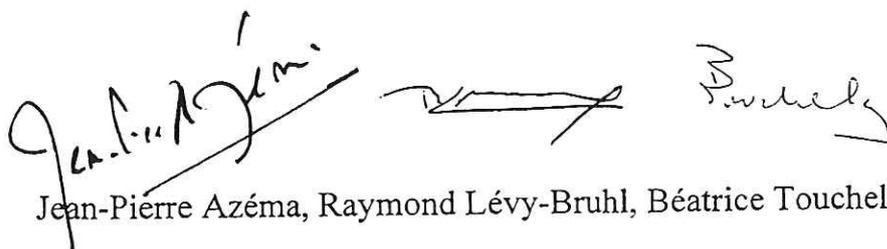
Nous nous sommes efforcés de méditer la leçon de Marc Bloch qui soulignait à l'envi que la tâche de l'historien est d'abord de comprendre et non pas de juger. Nous avons donc cherché à

comprendre comment et pourquoi les responsables de la SGF comme du SNS ont voulu -ou non- trouver des accommodations avec les autorités d'occupation; comprendre tout autant comment et pourquoi ces responsables ont servi l'Etat vichyssois.

Il n'est pas à exclure que des recherches complémentaires puissent apporter quelques correctifs à notre enquête. Nous avons la faiblesse de penser que l'économie générale de ce rapport n'en sera pas modifiée.

En vous remettant ce rapport, nous aimons à croire que vous considérerez que nous avons mené à bien la mission qui nous était confiée.

Et nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments dévoués.



Jean-Pierre Azéma, Raymond Lévy-Bruhl, Béatrice Touchelay

I. PREAMBULE	2
II. DE LA SGF AU SNS : HISTORIQUE DE LA MISE EN PLACE D'UN SERVICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE PENDANT L'OCCUPATION (PRESENTATION CHRONOLOGIQUE).	4
LE TEMPS DE LA SGF OU L'EMPORTE LA TRADITION DE L'EXPERTISE.	4
LA SGF ENTRE SEPTEMBRE 1939 ET OCTOBRE 1941.	7
LE SERVICE DE LA DEMOGRAPHIE, UNE AUTRE APPROCHE DE LA STATISTIQUE.	11
LE SNS (OCTOBRE 1941 - 1944).	21
L'INTERIM (1944-1946).	35
III. LE SNS ET LE SERVICE DE L'ETAT FRANCAIS	39
LE SNS ET LE COLLABORATIONNISME	41
LE SNS ET LA RESISTANCE ACTIVE	43
L'ACCOMMODATION DU SNS AVEC LE REGIME DE VICHY	47
IV. L'HERITAGE RECUEILLI PAR L'INSEE	59

I. PREAMBULE

La mise en oeuvre d'un service de statistiques, chargé d'enregistrer et de synthétiser des renseignements sur les individus ainsi que sur les entreprises et les établissements, remonte à la période de l'Occupation.

Notre démarche analyse l'historique de ce service et ses enjeux de mémoire en trois temps :

- Nous avons tout d'abord procédé à une approche chronologique : elle présente 'la préhistoire' du SNS puis son historique (II) ;

- Nous nous sommes demandé ensuite comment le SNS a pu s'accommoder de la présence de l'occupant et comment il a servi le régime de Vichy (III) ;

- Nous avons enfin dressé l'inventaire de l'héritage du SNS qu'a reçu l'INSEE créé en avril 1946 (IV).

Nous nous sommes appuyés sur trois sources principales :

- Le Service des Archives Economiques et Financières du ministère des Finances : Catalogues INSEE, peluriers du Cabinet du directeur général du service de la Démographie et de celui du SNS, rapports d'inspection des directions régionales. Nous remercions particulièrement les responsables du SAEF qui nous ont apporté une aide précieuse.

- Des séries des Archives Nationales, et notamment la série AJ 38 du Commissariat Général aux Questions Juives, les archives du BCRA (réseau Marco-Polo) et le dossier d'instruction du procès de Riom (série G 179 à G 183).

- Des sources relativement réduites mais fort utiles retrouvées à la direction générale de l'INSEE à Malakoff et qui seront versées au SAEF au terme de ce rapport. Il s'agit en particulier des *papier Gasc* ¹. Enfin, pour la préhistoire, quelques articles et ouvrages publiés ².

¹. Paul Gasc est incorporé dans les cadres de la SGF comme statisticien-adjoint après le rattachement de l'Office Statistique de Strasbourg en 1924. Devenu statisticien de la SGF avant la guerre, Gasc est l'interprète de la SGF puis du SNS auprès des Allemands pendant l'Occupation.

². Les publications utilisées informent surtout sur la SGF. Il s'agit en particulier de : Michel Huber 'Quarante années de la Statistique Générale de la France : 1896-1936.', JSSP, n° 5, mai 1937, pp. 179-214 ; Pascal-Gaston Marietti : 'La Statistique Générale en France.', Rufisque, Imprimerie du Gouvernement, 1947, 247 pages.

Cette documentation est partielle ; les dossiers de la direction générale sont en tout cas beaucoup moins volumineux après le printemps de 1943 ; en outre, ils ont vraisemblablement été l'objet d'un tri (directive préfectorale de 1948 prescrivant de supprimer toutes indications faisant référence à la discrimination raciale dans les documents officiels) ; il faut aussi déplorer des pertes (transferts de dossiers entre directions régionales, déménagements dans des conditions difficiles ou documents mis au pilon après la Libération).

Ajoutons que certains documents, qui nous ont paru particulièrement significatifs au regard des enjeux de mémoire, ont été mis en annexe.

II. DE LA SGF AU SNS : HISTORIQUE DE LA MISE EN PLACE D'UN SERVICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE PENDANT L'OCCUPATION (présentation chronologique).

Après la signature de l'Armistice, Philippe Pétain obtient les pleins pouvoirs constituants en juillet 1940. Le pays, vaincu et humilié, est partagé en cinq zones, il doit verser un lourd tribut à l'armée d'occupation, tandis que l'activité économique est paralysée.

Dans le même temps, le nouveau régime entreprend de mener à bien une 'Révolution Nationale'. Pour satisfaire ses ambitions politiques et pour gérer la pénurie, le régime a besoin de statistiques détaillées dont ne dispose pas la Statistique Générale de la France (SGF). Cette institution scientifique créée au XIX^e. siècle est surtout spécialisée dans l'organisation et dans l'exploitation des recensements démographiques quinquennaux.

Les autorités de Vichy confient donc les tâches de greffiers à de nouvelles équipes. En août 1940, un service de la Démographie, chargé de collecter et d'exploiter les informations nominatives sur les personnes, est mis en place. Sa création permettra également d'utiliser le personnel démobilisé des services du Recrutement. Ses moyens mécaniques et humains sont largement supérieurs à ceux de la SGF et il ne tarde pas à la concurrencer. Pour éviter tout double emploi, les deux services sont réunis en novembre 1941 dans un vaste Service National des Statistiques (SNS). Le SNS reçoit de larges pouvoirs réglementaires pour centraliser et coordonner les travaux quantifiés de l'ensemble des administrations ; il disposera d'une Ecole d'Application pour former ses spécialistes.

Le SNS parvient à survivre à la Libération avant de constituer la principale composante de l'INSEE, créé en avril 1946. L'INSEE est donc l'héritier d'une entreprise dont la finalité a consisté à collecter et à exploiter des informations individuelles, numériques ou nominatives, dans une période de répression et d'exclusion.

Le Temps de la SGF où l'emporte la tradition de l'expertise.

La création d'un office central de statistiques provient de la volonté de rationaliser les travaux quantifiés des administrations centrales. Cet office apparaît au ministère de l'Intérieur en 1801. Il organise un dénombrement démographique, établit un bilan annuel à partir des statistiques administratives disponibles. Mais il

est supprimé en 1812 pour des raisons budgétaires et parce qu'il est accusé de ne pas publier suffisamment de données.

En 1833, Adolphe Thiers, ministre du Commerce, crée un bureau de statistiques générales. Ce bureau, rattaché au ministre en 1840, devient la Statistique Générale de la France. Jusqu'à la fin du XIX^e. siècle, la SGF dispose de faibles crédits et son activité essentielle consiste à prendre en charge les recensements démographiques quinquennaux. Ses travaux, il est vrai, se diversifient à partir de 1892 : la SGF est alors rattachée à l'Office du Travail pour lui fournir des informations* sur les conditions de travail et sur l'activité professionnelle.

A l'occasion du recensement de 1896, une partie professionnelle est annexée aux formulaires démographiques. Lucien March, ingénieur de l'industrie mécanique, recruté par la Statistique Générale, est chargé d'en organiser l'exploitation. Il introduit de nouvelles machines de dépouillement (matériel Nord-Américain Hollerith) qu'il perfectionne pour le recensement de 1901 (naissance du classi-compteur-imprimeur, qui sera utilisé jusqu'à la seconde guerre mondiale).

A partir de 1907, la SGF dresse également les statistiques des mouvements de population en s'appuyant sur l'exploitation des bulletins de l'état-civil. Elle bénéficie désormais d'un budget annuel, tandis que la première promotion de statisticiens-adjoints est recrutée par concours (citons Henri Bunle, Léopold Dugé de Bernonville, De Ville Chabrolle qui font partie de cette promotion). La SGF emploie 33 titulaires auxquels s'ajoute une soixantaine d'auxiliaires.

En 1910, la SGF, dont Lucien March est nommé directeur, devient autonome au sein du ministère du Travail. A partir de l'année suivante, elle présente ses séries statistiques ainsi que ses études dans un Bulletin trimestriel que complètent les volumes consacrés aux résultats détaillés des recensements³.

Les travaux des statisticiens, tels ceux de Marcel Lenoir en matière économétrique (présentés par Alain Desrosières), sont souvent pionniers. Ils posent les bases du calcul d'un petit nombre d'indicateurs économiques réguliers (mouvement des affaires, wagons chargés, séries de prix) et organisent la collecte des informations auprès d'intermédiaires à Paris et en province. Ces activités sont interrompues par la première guerre mondiale.

³. Le Bulletin trimestriel propose d'abord un supplément mensuel à ses quelque 300 abonnés en 1923. Il devient mensuel en 1924.

Pendant l'entre-deux-guerres, la SGF demeure une entreprise artisanale.

Le décret du 18 janvier 1919 réorganise la SGF et lui rattache un service permanent d'observation des prix et de l'activité économique. Le nombre des titulaires atteint 57 (dont 4 statisticiens, 6 statisticiens adjoints et 6 aides statisticiens).

Pendant l'Entre-deux-guerres, la SGF ne dépasse pas le stade artisanal en raison de la faiblesse de ses crédits et de celle de ses soutiens dans les milieux politiques ou économiques. L'Office de statistiques de Strasbourg, qui lui est rattaché en 1924, est son seul relais en province. L'absence d'obligation de répondre à ses questionnaires fait échouer certaines opérations (ainsi l'enquête industrielle de 1931). Elle est en outre peu sollicitée par les autres administrations qui mènent leurs propres investigations. La majorité des responsables politiques et économiques de formation juridique méconnaissent la statistique et ne s'intéressent pas à la SGF⁴. Son budget reste très réduit et elle rencontre de grandes difficultés pour recruter des statisticiens, car les rémunérations sont médiocres et les perspectives de promotions sont faibles. De surcroît, ces nouvelles recrues commencent leur carrière par des travaux ingrats de collecte de données administratives (Alfred Sauvy en a laissé une description saisissante) dans un service très cloisonné et hiérarchisé.

A partir du remplacement de Lucien March par Michel Huber en 1920, la faiblesse du recrutement et la tradition de l'expertise valorisée par les plus anciens contribuent à ankyloser la SGF. Pour Michel Huber, l'institution *ne doit avoir d'autres missions que la recherche de la vérité* et seules les études confirmées doivent être publiées (Michel Huber, 1937). Cette exigence scientifique favorise l'amélioration de certaines statistiques (nouvel indice des prix de détail et premières projections démographiques à la fin des années vingt) mais elle freine les travaux novateurs.

L'expérience de Jean Dessirier, statisticien recruté en 1921, est révélatrice de la frilosité de la direction de la SGF face aux innovations : pionnier en matière d'observation de la conjoncture, Jean Dessirier est sommé de choisir entre la publication de son feuillet sur l'observation économique (le premier du genre en

⁴. La création de l'Institut de Statistiques de l'Université de Paris par Emile Borel, Georges Darmais et Lucien March en 1922, la publication d'ouvrages de statistiques (cours d'Aftalion et de Levasseur, traités de Lucien March), comme les réformes Nogaro des années trente et l'apparition de groupes novateurs tels qu'X-Crise améliorent quelque peu cette situation entre les deux guerres.